

Il y a des Canadiens qui prétendent que l'État devrait avoir la possession de toutes les terres. Ce serait affreux si la chose se produisait au Canada, si quelqu'un allait décider que nos fermes devraient être assujetties à ce régime. Notre agriculture est l'industrie la plus productive au Canada. Elle a accru sa productivité de 100 p. 100 par homme en dix ans, tandis que l'exploitation moyenne industrielle et commerciale n'a accru sa productivité que d'environ 40 p. 100 par homme depuis dix ans. Nos gens méritent d'avoir droit à la propriété privée. La plupart des Canadiens tiennent à ce que les fonds de terre appartiennent aux particuliers. La plupart des gens qui viennent de Grande-Bretagne, d'Europe ou d'autres régions du monde s'établir au Canada veulent en arrivant ici devenir propriétaires fonciers et être libres d'édifier quelque chose qui leur appartienne en propre. Pour voir si j'ai raison, il suffit d'examiner la situation dans les pays où les terres appartiennent à l'État. Là où l'État possède les terres, il n'est pas aussi encourageant de produire. Les gens ne sont pas portés à travailler aussi dur quand ils ne créent pas quelque chose pour eux-mêmes. Il n'y a pas de stimulant à travailler au-delà d'un certain nombre d'heures, ni d'attrait à faire marcher la moissonneuse-batteuse toute la nuit si les prévisions atmosphériques pour le lendemain ne sont pas favorables. Les travailleurs des fermes exploitées par l'État préfèrent s'arrêter au milieu de l'après-midi. La même chose se produit au temps des semailles. Ce sont les propriétaires fiers de l'être qui veulent créer quelque chose, qui sont prêts à travailler dur.

Des voix: Bravo!

M. Whelan: C'est pourquoi, comme je l'ai dit tout à l'heure, les 6 p. 100 de Canadiens engagés dans la production agricole sont les membres les plus compétents de la société. Ils produisent autant parce qu'ils sont encouragés à produire et à créer. L'adoption de cette mesure, comme de celle qui a trait à la stabilisation, est importante pour le maintien de ce rythme de production. En outre, nous ne pouvons garantir au consommateur une réserve abondante d'aliments de première qualité à des prix raisonnables que si nous affermissons les fondements de l'agriculture au Canada. L'industrie agricole est extrêmement importante car les emplois du tiers de notre population en dépendent d'une façon ou d'une autre.

Tout pays qui n'a pas une saine industrie agricole s'expose à des problèmes; sa société n'est pas saine. Il importe donc au plus haut point que nous adoptions la mesure et d'autres projets de loi sur l'agriculture le plus tôt possible. Nos futurs producteurs d'aliments sont les jeunes cultivateurs d'aujourd'hui. Ils ont besoin du bill, qui est important pour tous les membres de notre société; je vous demande instamment de le leur accorder.

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, j'approuve les observations que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) a faites en présentant ce bill. Il a dit que c'est une de nos lois les plus importantes. La plupart des députés reconnaîtront qu'il y a 20 ans, l'agriculture était dans une situation désespérée dans tout le Canada. Le nouveau gouvernement qui a pris le pouvoir en 1957 a présenté certains bills qui servent toujours de base aux lois agricoles. Les mesures prévoyant la stabilisation des prix et la création de la Société du crédit agricole et autres, présentées par le gouvernement dirigé par le très honorable représentant de Prince Albert (M. Diefenbaker) sont des points de repère pour tous les pays occidentaux. Un spécialiste des sciences sociales a déclaré, après avoir étudié les lois de tous les pays occiden-

Crédit agricole—Loi

taux, que nos programmes agricoles étaient les plus révolutionnaires de toutes les législations adoptées dans les pays occidentaux au cours des 70 dernières années. Je suis heureux que le ministre le reconnaisse.

Nous devons aborder l'agriculture dans un esprit tout à fait impartial. L'agriculture est notre principal atout pour résoudre le problème le plus grave du monde, l'alimentation des affamés. Il faudra faire un effort énorme pour le résoudre et c'est là que l'industrie agricole a un rôle à jouer. Aussi, il nous incombe de ne pas faire de politique dans ce domaine, dans l'intérêt du peuple canadien et du monde entier et de veiller à ce que l'agriculture ait les moyens et la liberté nécessaires pour terminer la tâche.

L'intervention du ministre à propos de l'importance des jeunes agriculteurs mérite d'être commentée plus longuement. Je voudrais ajouter à ce qu'a dit le ministre que le monde occidental n'a pas encore commencé à employer les méthodes agricoles qu'il devra employer au cours des 20 à 30 prochaines années. Nous avons toujours eu des terres d'une superficie illimitée à exploiter. Nous sommes surtout très experts dans les techniques de culture extensive. Par culture extensive, je veux dire qui se pratique sur des terrains de très grande superficie avec les techniques de la culture à sec. Ce fut une grande révolution dans le domaine de la science lorsque des régions comme la Saskatchewan considérées jusque là comme des déserts sont devenues parmi les plus productives au monde. Qu'on puisse se mettre à cultiver les régions sèches, maîtriser les difficultés et y produire des aliments, c'est là une grande révolution et l'une des grandes merveilles du monde moderne, surtout pour ceux qui l'ont faite. Toutefois, ce n'est pas suffisant. Nous devons maintenant nous tourner vers les techniques d'agriculture intensive pour produire deux à trois fois plus avec la même terre, la même eau et le même air. La présence des jeunes agriculteurs s'impose dans cette tâche. Je sais qu'il leur faudra beaucoup de souplesse, d'endurance et qu'ils soient prêts à prendre des risques. Ils devront surtout être prêts à travailler, car je sais quelles difficultés les attendent dans ce domaine.

● (1420)

Je suis heureux que le ministre reconnaisse qu'une simple question comme le crédit agricole ne peut résoudre tous les problèmes. Il faut la relier aux autres éléments fondamentaux de la politique agricole. Le premier, c'est la commercialisation. C'est sur ce plan, pourtant le plus important, que le gouvernement est le plus faible, et cela, depuis des années. Deuxièmement, il y a la question de la stabilité des prix. La Chambre aura à étudier sous peu un bill à ce sujet. Nous l'attendons. C'est déjà un pas dans la bonne direction.

Troisièmement, la stabilité du revenu. Nous sommes saisis d'un bill au cours de cette session, qui l'assure aux cultivateurs de l'Ouest, mais pas encore à ceux de l'Est. Quatrièmement, un système moderne de crédit agricole. Nous en discutons actuellement. Cinquièmement, le redéveloppement. J'aurais beaucoup à dire sur ce sujet au cours des tout prochains mois, et le gouvernement à mon avis est très faible dans ce domaine. Il me faudra à ce sujet demander au ministre de bien vouloir nous débarrasser de ces directions et divisions qui, dans la dégradation subie par son ministère depuis dix ans, ont perdu tout contact avec l'agriculture. C'est en fonction de ces cinq exigences que les membres de mon parti évalueront toutes les politiques du gouvernement. Elles seront notre test de mesure, de dynamisme. Si le test est positif, le parti de l'opposition officielle appuiera les politiques.